

Unité interdépartementale Loire Haute-Loire
2 avenue Grüner
Allée C
42 000 Saint-Étienne

Saint-Étienne, le 5 décembre 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/12/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

RECYF SAS

272 allée de la Monica
42 510 Balbigny

Références : UID4243-DSSP-025-452
Code AIOT : 0003204400

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/12/2025 dans l'établissement RECYF SAS implanté 272 allée de la Monica 42 510 Balbigny. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- RECYF SAS
- 272 allée de la Monica 42 510 Balbigny
- Code AIOT : 0003204400
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société RECYF est spécialisée dans le tri des métaux non ferreux extraits de la fraction de valeur issue des Installations de Maturation et d'Elaboration (IME). Le process consiste à séparer les métaux (aluminium, cuivre, laiton, or, argent, etc.) de la fraction stérile non métallique (fraction minérale) et de les trier par familles afin de les adresser aux filières qui vont refondre la matière.

L'activité est autorisée par l'arrêté préfectoral du 17/12/2024, et relève également de la directive

IED. Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 17/12/2019 relatif aux meilleures techniques disponibles pour les installations de traitement de déchets sont également applicables.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Bruits et vibrations
- Déchets
- Eau de surface
- IED-MTD
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension... .

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

L'exploitant projette une extension de ses activités au tri des métaux ferreux. Il prévoit l'achat courant 2026 du bâtiment contigu à son installation qui lui permettra d'installer et de développer son process sur les métaux ferreux. Selon l'ampleur du projet, une nouvelle procédure d'autorisation pourrait s'avérer nécessaire. L'exploitant est invité à se rapprocher de l'inspection lorsque la conception du projet sera plus avancée pour définir la procédure à suivre.

À plus court terme, il souhaite modifier les conditions de réception des déchets par l'installation d'une station de déchargement. Cela lui permettrait de dégager une surface au sol actuellement utilisée pour le déchargement des déchets et pour la manutention (reprise des déchets par des engins vers les installations de traitement et tri). Les déchets seraient ainsi déchargés directement sur des convoyeurs alimentant le process. Un sécheur de plus grosse capacité viendrait également remplacer le sécheur actuel, permettant d'augmenter la capacité de traitement (en restant dans la capacité autorisée par l'arrêté préfectoral).

Cela devrait néanmoins entraîner la modification du nombre et de l'emplacement des points de rejets atmosphériques. Un porter à connaissance sera produit.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	surveillance des émissions atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 17/12/2024, article 2.2.1.1	Demande d'action corrective	3 mois
5	Mesure des vibrations	Arrêté Préfectoral du 17/12/2024, article 4.2	Demande d'action corrective	3 mois
6	Dispositions constructives et comportement au feu	Arrêté Préfectoral du 17/12/2024, article 5.1.1	Demande d'action corrective	6 mois
8	Dispositif de confinement des déversements accidentels	Arrêté Préfectoral du 17/12/2024, article 5.1.6	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Prévention des émissions diffuses	Arrêté Préfectoral du 17/12/2024, article 2.2.1.2	Sans objet
3	surveillance des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 17/12/2024, article 3.3	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	surveillance des émissions acoustiques	Arrêté Préfectoral du 17/12/2024, article 4.1.2	Sans objet
7	Entretien des moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 17/12/2024, article 5.1.2 et 5.2	Sans objet
9	Traçabilité des déchets	Arrêté Préfectoral du 17/12/2024, article 6.5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est propre et bien organisé. Un suivi rigoureux est mis en place. Quelques points de vigilance quant aux résultats des analyses sont à suivre.

Les travaux visant à restituer le degré coupe-feu du mur séparatif n'ont pas été réalisés compte-tenu du projet d'extension. Néanmoins, l'exploitant s'est engagé à les faire rapidement si l'achat du bâtiment contigu nécessaire à cette extension n'aboutissait pas début 2026.

La mesure de la vitesse particulière sera également réalisée en 2026.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : surveillance des émissions atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/12/2024, article 2.2.1.1	
Thème(s) : Risques chroniques, air	
Prescription contrôlée :	
Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration et en flux. On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps. Lorsque la valeur limite est exprimée en flux spécifique, ce flux est calculé, sauf dispositions contraires, à partir d'une production journalière.	
Paramètres	Conduits liés au traitement mécanique : Ligne T1, Aspirateur T8, Filtre à cartouche T8, Filtre T8 (ancien cyclone), Ligne TOMRA / XTRACT
Concentration mg/Nm³	
Poussières, y compris particules fines	5
COV Totaux	110
Retardateurs de flamme bromés (1)	/
PCB de type dioxine (1)	/
Métaux et métalloïdes, à l'exception du mercure (As, Cd, Co, Cr, Cu, Mn, Ni, Pb, Sb, Se,	5

TI, V) (1)	
PCDD/F (1)	/

Paramètres	Code CAS	Autres Conduits : Sécheur et Aspiration secondaire sécheur
Concentration mg/Nm³		
Poussières, y compris particules fines		100
COV totaux		110
Retardateurs de flamme bromés (1)		/
PCB de type dioxine (1)		/
Métaux et métalloïdes, à l'exception du mercure (As, Cd, Co, Cr, Cu, Mn, Ni, Pb, Sb, Se, TI, V) (1)		5
PCDD/F (1)		/
SO ₂	7446-09-05	300
NO _x en équivalent NO ₂	10102-44-0	500

(1) Les valeurs limites et la surveillance ne s'appliquent que lorsque les substances sont pertinentes pour le flux d'effluents gazeux, d'après l'inventaire décrit au III de l'annexe 2 de l'arrêté du 17/12/2019 relatif aux MTD applicables aux installations de traitement de déchets.
Pour l'installation de séchage, les mesures se font sur gaz humide.

Constats :

Deux campagnes d'analyses ont été effectuées en 2025 : du 16 au 17 juillet et du 14 au 15 octobre. Une non-conformité sur le paramètre poussières est relevée sur le rejet "aspirateur T8" : l'exploitant indique que cet aspirateur n'est plus utilisé, il a été mis en route uniquement pour les besoins de l'analyse. Il précise qu'il n'a pas une puissance d'aspiration suffisante. Dans la mesure où celui-ci n'est plus utilisé, son démontage est à envisager (cf porter à connaissance mentionné au point 2-2). Sur l'ensemble des rejets de la ligne T8, il est noté des vitesses d'éjection inférieures à celles fixées par l'arrêté préfectoral. Les VLE en concentration sont néanmoins respectées sur les paramètres mesurés.

Les paramètres retardateurs de flamme bromés, PCB et PCDD/F n'ont pas été analysés. Ce point est à justifier par rapport à l'inventaire des flux d'effluents gazeux (AM du 17/12/2019 relatif aux MTD applicables aux installations de traitement de déchets).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Commenter la non-conformité des vitesses d'éjection. Justifier la non-pertinence de l'analyse des paramètres retardateurs de flamme bromés, PCB et PCDD/F. À défaut, ces paramètres sont à intégrer dans l'autosurveillance des rejets atmosphériques.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Prévention des émissions diffuses

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/12/2024, article 2.2.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, air
Prescription contrôlée : L'ensemble du process de tri, incluant la réception et l'expédition des déchets, est conduit à l'intérieur du bâtiment. La société RECYF met également en œuvre des mesures afin de prévenir les envols de poussières et matières diverses : <ul style="list-style-type: none"> • Les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.) et convenablement nettoyées. En particulier, des seuils sont aménagés aux accès du bâtiment, évitant des transferts vers l'extérieur de celui-ci en cas de déversement accidentel ; • Les zones d'expédition et de livraison sont balayées au moyen d'une balayeuse avant l'arrivée et après le départ des PL pour éviter le transfert de poussières par les véhicules sortant du bâtiment. L'intérieur des zones de production est balayé quotidiennement au moyen d'une balayeuse/aspireuse de manière à limiter l'accumulation de poussières au sol susceptibles d'être soulevées par le passage des engins et du personnel. Afin de limiter au maximum les fuites des équipements de traitement de l'air, des actions de maintenance renforcées sont réalisées, à savoir : <ul style="list-style-type: none"> • Un renforcement des canalisations sur les portions identifiées comme critiques ; • Un programme annuel de mesures des vitesses d'air dans les canalisations afin de détecter d'éventuelles fuites.
Constats : L'ensemble des opérations est réalisé dans un bâtiment fermé. Le sol fait l'objet d'un balayage "en continu" à l'aide d'une balayeuse/aspireuse. Les actions de maintenance renforcées sur les équipements de traitement de l'air n'ont pas été vérifiées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : surveillance des rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/12/2024, article 3.3		
Thème(s) : Risques chroniques, eau superficielle		
Prescription contrôlée :		
Les rejets d'effluents aqueux respectent les valeurs limites en concentration ci-dessous (avant rejet au milieu considéré).		
Paramètres	Code SANDRE	Rejets n° 2 et n° 5
Concentration maximale (mg/l) (*)		
MES	1305	60
DCO	1314	180
DBO ₅	1313	100
Hydrocarbures totaux	7009	10
Métaux totaux	8092	15
Arsenic (As) (1)	1369	0,05
Cadmium (Cd) (1)	1388	0,05
Chrome (Cr) (1)	1389	0,15
Cuivre (Cu) (1)	1392	0,5
Plomb (Pb) (1)	1382	0,1
Nickel (Ni) (1)	1386	0,5
Zinc (Zn) (1)	1383	1
Sulfates	1338	/
Chlorures	1337	/
(1) Les valeurs limites et la surveillance ne s'appliquent que lorsque les substances sont pertinentes pour le flux d'effluents aqueux, d'après l'inventaire décrit au III de l'annexe 2 de l'arrêté du 17/12/2019 relatif aux MTD applicables aux installations de traitement de déchets.		
Constats :		
La campagne de prélèvement des rejets d'eaux pluviales est programmée pour la mi-décembre		

2025. Celle-ci a été plusieurs fois repoussée pour tenir compte des conditions météorologiques. La campagne de 2024 apparaît non pertinente, car l'analyse a porté uniquement sur un rejet d'eaux de toiture.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : S'assurer que l'analyse porte sur les rejets d'eaux pluviales collectant les voiries et le parking poids lourds (rejets 2 et 5 en référence à l'AP du 17/12/2024).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : surveillance des émissions acoustiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/12/2024, article 4.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, bruit
Prescription contrôlée : Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée un an au maximum après la notification du présent arrêté, puis tous les 3 ans. Une telle mesure est également effectuée après un changement notable des installations de la société RECYF.
Constats : Une campagne de mesure des émissions sonores a été réalisé en janvier 2024. Il n'est pas noté de non-conformité. Une nouvelle campagne de mesure est prévue les 04 et 05 décembre 2025.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Mesure des vibrations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/12/2024, article 4.2
Thème(s) : Risques chroniques, vibrations
Prescription contrôlée : L'installation est construite, équipée et exploitée afin que son fonctionnement ne soit pas à l'origine de vibrations dans les constructions avoisinantes susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci. La vitesse particulière des vibrations émises, mesurée selon la méthode définie au paragraphe 4.2.3, ne doit pas dépasser les valeurs définies ci-après. Une mesure de la vitesse particulière des vibrations émises est effectuée un an au maximum après la notification du présent arrêté.
Constats : Des dispositions constructives ont été prises lors de la mise en place des équipements de broyage. Il n'est pas ressenti de vibrations lors de la visite. La mesure de la vitesse particulière n'a pas été réalisée. L'exploitant a néanmoins pris contact avec

un prestataire en vue de sa réalisation.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Réaliser la mesure de vitesse particulière telle que prescrite par l'arrêté préfectoral
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Dispositions constructives et comportement au feu

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/12/2024, article 5.1.1
Thème(s) : Risques accidentels, risque incendie
Prescription contrôlée :
<p>L'exploitant procède à des travaux au niveau du mur séparatif entre son installation et l'installation voisine en vue d'en restituer le degré coupe-feu REI 120.</p> <p>L'exploitant conserve et tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant du degré REI 120 du mur séparatif.</p>
Constats :
<p>Le devis pour ces travaux a été fait ; néanmoins les travaux n'ont pas été réalisés.</p> <p>L'exploitant projette l'achat du bâtiment contigu en vue d'une extension de son activité. Dans ce cadre, il a également fait réaliser un devis pour des travaux au niveau du futur mur séparatif (après extension).</p> <p>Il indique que les travaux seront réalisés sur le mur séparatif actuel au premier semestre 2026 si l'achat du bâtiment contigu ne se concrétise pas rapidement.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Réaliser les travaux au niveau du mur séparatif dans la mesure où le bâtiment contigu n'est pas acheté début 2026.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 7 : Entretien des moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/12/2024, article 5.1.2 et 5.2
Thème(s) : Risques accidentels, risque incendie
Prescription contrôlée :
Des trappes de désenfumage en toiture pour l'évacuation des fumées assurant une surface minimale utile d'ouverture de 1 % sont mises en place. Une commande centralisée (par zone si besoin) de déclenchement des ouvertures du désenfumage est installée à proximité des accès.

<p>L'ensemble du dispositif est contrôlé annuellement. Le compte-rendu du contrôle est tenu à disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Les moyens de lutte contre l'incendie sont constitués d'une réserve incendie de 740 m³ équipée de 3 poteaux d'aspiration accessibles aux services de secours. Cette réserve est située à proximité du bâtiment occupé par la société RECYF.</p> <p>Des extincteurs appropriés aux risques sont répartis sur l'ensemble de l'installation en des endroits facilement accessibles et visibles.</p> <p>Des extincteurs spécifiquement adaptés pour les feux de classe D (feux de métaux) sont également installés.</p> <p>Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. Les rapports de ces vérifications sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les trappes de désenfumage ont été installées dans le bâtiment de stockage des produits finis et dans l'atelier.</p> <p>La vérification annuelle a été faite pour le bâtiment de stockage (septembre 2025 – AED), elle sera réalisée pour l'atelier dès que les écrans de cantonnement en cours d'installation auront été posés (fin prévue 15/12/25).</p> <p>Le compte-rendu annuel de vérification des extincteurs du 24/09/2025 pointe la nécessité de remplacer 4 extincteurs. Ce remplacement a été effectué (nouvelle visite du 13/11/2025).</p> <p>Une réserve incendie est présente sur la zone d'activité, au nord de l'installation. Ses caractéristiques n'ont pas été vérifiées lors de la visite. 3 poteaux d'aspiration ont néanmoins été vus.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Dispositif de confinement des déversements accidentels

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/12/2024, article 5.1.6</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, pollutions</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les accès sont équipés de seuils d'une hauteur de 7 cm pour assurer le confinement d'un déversement accidentel, ou des eaux d'extinction en cas d'incendie. Le volume nécessaire au confinement des eaux d'extinction incendie s'élève à 626 m³ (confinement interne au bâtiment). Le sol du bâtiment est en béton, étanche et incombustible.</p> <p>Les cuves de carburant sont placées sur une rétention d'un volume équivalent aux contenants.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le sol des bâtiments est en contre-bas par rapport à l'extérieur, ce qui permet de confiner les eaux d'extinction à l'intérieur du bâtiment.</p> <p>Cette différence de niveau est bien visible côté Ouest de l'atelier (seuil métallique d'une quinzaine de cm au niveau de la porte piéton ; rampe d'accès au niveau de la porte poids lourds). Côté Est, cette différence de niveau est moins visible. Il n'y a pas seuil au niveau des portes piétons. La pente de la dalle extérieure semble être dirigée en direction du bâtiment, mais la différence de</p>

niveau n'a pu être vérifiée. Les cuves de carburants n'ont pas été visualisées.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Vérifier qu'il y a bien une différence de niveau d'au moins 7 cm entre le bâtiment et l'extérieur en vue de permettre le confinement des eaux d'extinction.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Traçabilité des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/12/2024, article 6.5
Thème(s) : Risques chroniques, déchets
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un registre des déchets entrants et sortants de son établissement. Le contenu de ces registres est fixé dans l'arrêté du 31/05/2021. En complément, l'exploitant tient la comptabilité des stocks présents sur l'exploitation par différence à partir des bons de pesée établis. L'état des déchets stockés est mis à jour au moins de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Pour les déchets dangereux, cet état est mis à jour au moins de manière quotidienne. Un bilan annuel tenu à disposition à l'inspection des installations classées indique nominativement la liste des sites destinataires des déchets.
Constats : L'exploitant utilise un logiciel dédié. Une extraction des entrées et sorties sur les 15 derniers jours a été demandée. L'extraction est effectuée sous forme de tableur. Le contenu est conforme à l'arrêté du 31/05/2021 fixant le contenu des registres déchets ; excepté pour ce qui concerne les expéditions de déchets à l'étranger pour lesquelles le numéro de document annexe VII (règlement n°1013/2006 du 14/06/06 concernant les transferts de déchets) doit être renseigné. L'exploitant procède à des expéditions des déchets triés en Belgique et en Espagne. Chaque expédition est accompagné du document d'information prévu par l'annexe VII du règlement n°1013/2006 du 14/06/06. Un document pour une expédition en Belgique a été consulté. Il n'est pas constaté de non-conformité. Chaque expédition est également accompagnée d'une lettre de confirmation de l'installation de destination, d'un bon de livraison, du ticket de pesée, et d'une lettre de voiture. En interne, l'exploitant conserve également une feuille chargement détaillant les lots de déchets triés constituant l'expédition. Un état des stocks est également disponible par l'intermédiaire du logiciel de gestion interne, par catégorie de déchets. La mise à jour est quotidienne (information du jour J à J+1).
Type de suites proposées : Sans suite